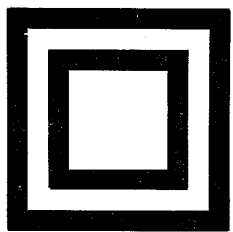


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.

Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

COMMENCEMENTS D'UN RÈGNE

- L'ENJEU
- ILLICH
CASTRO
BAKOUNINE
MARX
- 30^{ème} ANNIVERSAIRE
DE LA LIBÉRATION
- SOCIALISME
PERSONNALISTE

CARTE D'IDENTITÉ

au cours de la campagne présidentielle, nos camarades ont milité localement avec des Communistes, des Radicaux de gauche, et surtout des Socialistes. Ils ont distribué des tracts, collé des affiches, pris la parole dans des meetings de quartier. En participant aux mêmes actions que les autres, ils se sont demandé ce qui les différenciait. Nos amis du Parti Socialiste ont, ici et là, manifesté à leur égard, avec insistance, un certain prosélytisme.

On comprend que des camarades, souffrant d'un certain isolement, soient tentés moins par une adhésion individuelle que par une insertion globale de la Jeune-République à l'intérieur du P.S. Notre Parti a connu des tentations de ce genre à plusieurs reprises. Rappelons, pour mémoire, la formation du M.R.P., de l'U.G.S. et du P.S.U., qui ont entraîné chez nous des saignées importantes. Citons aussi les Colloques Socialistes de 1963-64, qui ont montré à la fois notre proximité et notre différence, vis-à-vis de la famille socialiste.

Certains socialistes connaissent eux-mêmes des débats analogues avec les Communistes, en opposant, par exemple, le concept d'auto-gestion à celui de gestion démocratique, dans l'entreprise.

Une chose est certaine : l'appartenance à la gauche. En cet été 1974, nous ne nous reconnaissons ni dans le nouveau ministre des finances, directeur général de la plus grande banque privée, le Crédit Industriel et Commercial, ni dans l'ancien devenu le Président des Français, grâce à l'appui des forces sociales les plus conservatrices.

Une autre chose est certaine : la stratégie d'union de la gauche, qui bénéficie présentement au Parti Socialiste, a toujours été une constante de notre programme.

Autre point incontestable, même s'il prête à sourire : l'esprit de MARC SANGNIER, l'amour plus fort que la haine, le souci des plus défavorisés (peuples colonisés, travailleurs exploités, surtout les étrangers, tous les marginaux), la volonté aussi de développer la responsabilité du citoyen et l'espoir d'éviter un affrontement violent entre ceux qui créent les richesses et ceux qui en profitent. Toute une vision du monde, qui déborde le cadre politique et s'enracine, avouons-le, dans une foi et dans une espérance.

Toute une histoire aux choix cruciaux et décisifs. Le SOCIALISME PERSONNALISTE, dont se réclame le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE, implique des motivations, que les événements historiques, depuis plus de soixante ans, viennent concrétiser par des actes.

sommaire

- CARTE D'IDENTITÉ 1
- L'ENJEU 2
Claude-Roland Souchet
- UN CLOU CHASSE L'AUTRE ... 3
Gérard Brissé
- IDÉOLOGIES 4
- 30 ANS APRÈS 5
- UN TÉMOIN RACONTE 6
- LA J.-R. PREND POSITION ... 6
Campagne électorale
présidentielle
- ACTION ET RÉFLEXION 7
- LE SOCIALISME
PERSONNALISTE 8

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

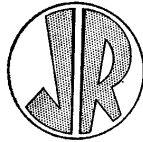
Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong
Rédactrice en Chef :
Marcelle Leconte-Souchet
Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre
Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1880 - 6-74



Claude-Roland Souchet

Le Ministre des Finances était connu pour, chaque année, envoyer un mot aimable suivi de sa signature, à quelques millions de Français. La nouvelle se répandit un jour qu'il s'était engagé dans le tunnel du métropolitain et même en pull-over. La télévision nous le montra, torse nu, en champion sportif. Aucun homme du peuple n'ignorait qu'il taquinait l'accordéon.

Le nouveau Président de la V^e République est apparu en songe, entre les deux tours, à quelques milliers d'électrices et même d'électeurs : perruque poudrée (style Louis XV), habit brodé, l'épée au côté. Toutes ces images — une manière de cinéma — ont imperceptiblement fait pencher la balance en faveur du candidat des droites. Un peu plus de la moitié des Français — 50,7 % des suffrages exprimés — ont voté pour lui. Dont acte.

Il reste que l'immense majorité des ouvriers, mais aussi des paysans et des classes moyennes ont exprimé, en choisissant François Mitterrand, leur volonté d'un changement politique profond.

Les états-majors des grandes sociétés avaient estimé le coût de cette éventualité. Ils ont dû percevoir les transformations de structure qu'aurait entraînées la nationalisation des Avions Marcel Dassault, de Rhône-Poulenc, de Pechiney-Ugine, d'Honeywell-Bull, de Thomson-Brandt, d'I.T.T.-France, de Saint-Gobain, de Roussel-Uclaf, et de la Compagnie Générale d'Electricité. Tous ces groupes se sont développés à la faveur du progrès technique, qu'il s'agisse, par exemple, de la chimie, de l'électronique ou de l'énergie nucléaire, et ont obtenu l'appui de gros actionnaires très souvent étrangers. S'il a fallu attendre la Loi du 27 juin 1972 pour que les travailleurs immigrés soient éligibles aux comités d'entreprises, depuis combien de temps I.T.T.-U.S.A. pèse-t-il, par le truchement de ses diverses filiales et de leurs prolongements politiques, sur la vie économique et politique de notre pays ?

POLITIQUE

L'ENJEU

L'enjeu était donc de taille. L'expérience montre que, si l'alternance entre deux équipes gouvernementales opposées peut intervenir normalement, dans un pays démocratique, les transferts de propriété deviennent, en général, irréversibles. Après 1815, les émigrés ont vainement essayé de récupérer leurs terres, et qui oserait, aujourd'hui, proposer sérieusement la privatisation de la S.N.C.F. ou de la Régie Renault ?

L'enjeu demeure : le champ de l'histoire dépasse la durée d'un septennat.

L'objectif persiste pour ceux qui veulent changer la vie : la socialisation des neufs grands trusts doit permettre, dans le cadre d'un plan démocratiquement élaboré, une véritable participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Des rapports sociaux d'un type nouveau pourront alors s'établir. Le matériel humain, dont tirent profit les principaux propriétaires des moyens de production, se transformera en hommes pleinement responsables, au sens où l'entendait Marc SANGNIER, lorsqu'il définissait la démocratie.

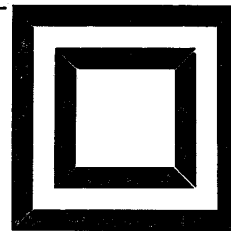
Le 19 mai 1974, le grand patronat l'a emporté d'une courte tête, mais les progrès sensibles de la gauche unie, d'une élection à l'autre, montrent que la prise de conscience atteint des couches sociales de plus en plus larges et que l'idée d'une démocratie économique gagne, de proche en proche, des partisans.

Nous faisons notre révérence au Président de la République, sachant bien que la cohésion sociale tant invoquée n'est qu'alibi pour la classe dominante et que les luttes se poursuivent.

Dans l'immédiat, les demandes d'augmentations de salaires rendues nécessaires par la hausse des prix doivent être satisfaites par l'Etat, qu'incarne, avec tant de distinction, Monsieur Valéry Giscard d'Estaing.

INTÉRIEURE

UN CLOU CHASSE L'AUTRE



Gérard Brissé

Les jeux sont faits. Avec Chaban Delmas, le Gaullisme est mort, tant est qu'il ait jamais vécu, et sont enterrées avec lui toutes les illusions publiquement entretenues depuis quinze ans : la « troisième voie », la reconstitution de l'association capital travail, de sinistre mémoire, la participation des citoyens à une « nouvelle société » fantôme, l'indépendance nationale, et autres chimères.

L'héritage a laissé les deux France face à face : la France conservatrice et rétrograde dans la ligne des Thiers, des Paul Reynaud et des Joseph Laniel ; l'émergence renouvelée des forces de progrès, telles qu'elles apparaissent déjà après la grande crise des années Trente, puis à l'issue de la Seconde guerre mondiale, puis avec la trop courte expérience Pierre Mendès France il y a tout juste vingt ans.

Un nouvel espoir s'est levé, symbolisé, puisque l'actuelle Constitution le veut ainsi, par la personnalité de François Mitterrand hier contestée, aujourd'hui affiniée à la mesure d'un grand homme d'Etat. Tout ce que la France compte en matière de forces de progrès s'est regroupé derrière lui ; la Gauche enfin unie et réconciliée, syndicats et partis politiques mêlés, a offert au peuple français un grand dessein à accomplir ensemble.

Face à cette solide coalition, nous avons trouvé un homme soutenu par des forces très disparates, qui porte l'entière responsabilité de la désastreuse politique économique, financière et fiscale poursuivie dans ce pays depuis plus de dix ans au gré des plans de « stabilisation », de « redressement », de « soutien », véritable douce écosseuse pour le Français moyen qui dut subir — mes compatriotes ont décidé la mémoire courte ! — une pression fiscale toujours accrue, l'augmentation incessante pour ne pas dire démentielle, de l'impôt sur le revenu, des taxes foncière, locatives, mobilière, l'augmentation et la généralisation de la T.V.A., avec son incidence sur la hausse des prix, dont les services publics du ministère des Finances ont

donné l'exemple, alors qu'entretemps les revenus du capital étaient détaxés, et les exonérations en faveur des classes aisées débouchaient sur « l'avoiron fiscal ».

Oui, décidément, les Français ont la mémoire courte : plus ils sont battus et plus ils sont satisfaits ; leur attitude face au suffrage universel relève de l'irresponsabilité, de l'inconscience, du masochisme : la « gestion » Giscard, ce fut la dévaluation constante du Franc, l'inflation permanente, les tentatives répétées de blocage des salaires, le refus de la concertation permanente avec les organisations syndicales, le déficit chronique de la balance commerciale, les atteintes incessantes portées à la Sécurité sociale, aux retraites, la dépréciation de l'épargne, les déséquilibres régionaux, la généralisation du chômage, l'augmentation du nombre des faillites, la disparition pure et simple des petites et moyennes entreprises, la restriction des libertés syndicales et des libertés tout court, notamment par les entraves de fait à la liberté d'opinion.

C'est aussi l'accroissement des inégalités sociales, la dégradation constante du pouvoir d'achat des petits salariés, des gagne-petit, des vieillards, la dévalorisation constante du service public, de la fonction de cadre, l'absence de débouchés pour les jeunes. Ce sont les grands scandales dont le contribuable dut supporter tous les frais, l'agiotage et la spéculation les plus éhontés à tous les niveaux.

Une économie conçue pour le plus grand profit des plus puissants et des plus riches, des sociétés multinationales à direction américaine, qui se sont taillées la part du lion dans notre pays : par pans entiers, celui-ci a basculé sous la coupe du dollar : l'informatique, les principales exploitations énergétiques, l'industrie nucléaire après l'abandon de la filière française, et bon nombre d'autres secteurs vitaux qu'il serait fastidieux d'énumérer. Ce n'est pas un hasard si Richard Nixon, s'est ouvertement félicité de la disparition du président Pompidou le jour même de son

décès et a été le premier chef d'Etat étranger à envoyer un télégramme à son successeur.

Héraut d'un anti-communisme sommaire, membre d'une aristocratie foncière que l'on croyait à jamais abolie, Giscard d'Estaing a choisi tout naturellement ses alliés dans l'extrême droite de Le Pen et Tixier Vignancour et dans le clan atlantiste de John Lecanuet. Giscard au pouvoir, c'est l'enterrement définitif de ce qui peut rester d'indépendance nationale, c'est le rêve à jamais évanoui d'une Europe « européenne » maîtresse de ses destinées, c'est l'exploitation à outrance de nos richesses nationales par le capital étranger, la mainmise définitive d'une grande puissance sur les affaires intérieures de notre peuple.

Giscard au pouvoir, c'était le meilleur moyen de préparer une révolution « chaude » dans les mois à venir.

Giscard au pouvoir, c'est un grand malheur pour notre pays, destiné à devenir à très brève échéance un sous-Cambodge.

Nous n'avons plus, à cet égard, aucune illusion. La V^e République a fait de nous des hors la loi, des exilés de l'intérieur, à qui est refusé le pouvoir de s'exprimer. Nos messages n'ont pas eu droit de cité à travers le déluge de promesses et de « paroles verbales » de la « grande presse ».

Alors que nous occupons dans l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler la Gauche une place irremplaçable, que nos thèses sont l'expression d'un courant historique, celui du socialisme personneliste, que les opinions que nous exprimons manifestent l'avant-garde d'une évolution inexorable, le « Tout-Paris » nous ignore et fait peser sur nos thèses la chape de plomb du silence réprobateur. Nous ne pouvons compter désormais que sur nous-mêmes. Raison supplémentaire pour affirmer notre étroite solidarité avec l'ensemble de la Gauche unie !

IDÉOLOGIES

enfin, Illich vint ! Non point Illich Oulianov dit Lénine, mais Ivan Illich, l'inventeur de la convivialité (1).

Il est difficile de cerner sa pensée, où l'observation exacte se conjugue avec les rêveries d'un promeneur solitaire. Quand il fait rimer multitude avec solitude ou lorsqu'il dénonce les aspects négatifs de la civilisation industrielle, le lecteur marque son accord. Mais, dès lors qu'Illich considère que capitalisme et socialisme c'est bonnet blanc, blanc bonnet, si l'environnement et les techniques sont les mêmes de part et d'autre, l'interrogation surgit.

L'homme moderne est un apprenti-sorcier, qui a perdu le contrôle de la machine. Dans la société conviviale, il contrôlera l'outil et retrouvera l'austérité avec la joie. Technocratie et Bureaucratie seront alors terrassées. Le producteur assouplira les cadences et le consommateur se déconditionnera pour préférer la relation inter-personnelle à la soif d'objets nouveaux. L'idéologie d'Ivan Illich dérive du personnalisme dans la mesure où elle prône une communauté, dont les membres se reconnaîtraient, dans toute l'acception du mot. Notre sympathie lui serait volontiers acquise mais pourquoi escamoter le caractère irréversible du progrès technique et abroger la dimension politique du problème ?

Illich a trouvé tout un public sensible au partage de la parole et à la transparence du regard, en posant un trait d'union entre le Sermon sur la Montagne et Mao Tsé-toung. Mais il condamne moins, dans sa thématique, l'exploitation de l'homme par l'homme que celle de l'homme par l'outil. Il paraît même regretter l'usage de la montre, qui aurait engendré l'angoisse du manque de temps. En effet, le temps c'est de l'argent, et la passion du dollar corrompt le goût de vivre. Le laboureur se moulaît au rythme des saisons. Le citoyen moderne est programmé dans toutes ses dimensions. La cybernétique a tout gâché. La créativité se fane, comme un arbre sans racine. La surproduction exacerbe le désir. L'intégration de la personne au système signifie sa robotisation. La majorité silencieuse se confie à une minorité qui sait et qui décide à sa place. Les nouveaux seigneurs se confondraient avec une poignée de cadres supérieurs d'une industrie électronique, ceux qui bénéficient des objets « dernier cri » : voiture, télévision, machine à laver...

Cette course au profit et à la puissance n'est-elle pas l'expression du néant ? Sans doute. Mais la substitution de la bicyclette à l'avion supersonique n'apparaît guère réalisable, quels que soient les vœux d'Ivan Illich. Le degré zéro de la croissance est un idéal bien peu exaltant.

Le conflit ne se situe pas entre l'homme et l'outil, même si les conditions de travail de plus en plus retiennent légitimement l'attention. La crise naît-elle de la surindustrialisation ou des contradictions du capitalisme, au stade du monopolisme et de l'impérialisme ?

**

Si Ivan Illich critique, du Mexique où il se trouve, la société industrielle occidentale, Régis Debray, dans son livre « La Critique des Armes » (2), étudie les efforts du monde latino-américain, pour se libérer de l'impérialisme. Militant prisonnier pendant plus de trois années dans les prisons boliviennes, il s'est armé d'une théorie et d'une pratique pour expliquer des échecs comme celui de Torrès en Bolivie (août 1971) et celui d'Allende au Chili (septembre 1973).

Il note d'abord que, dans une nation, les luttes de classe sont liées aux rapports de force internationaux. Il remarque que l'expression « tiers-monde » lancée en 1955 à la Conférence de Bandung pour désigner des pays nouvellement indépendants doit être rejetée. Elle signifie en effet que ces nations se trouvent en retard dans la voie de l'industrialisation, dont les Etats capitalistes sont le modèle, alors que leur sous-développement est dû à la surexploitation de l'impérialisme relayé dans cette tâche par la bourgeoisie nationale. La solution ne se découvrirait donc pas dans un apport de capitaux destinés à créer des équipements nouveaux mais dans la transformation radicale du caractère de classe de l'Etat. Libération nationale et socialisme mondial convergent. De même, dans un monde de rapports marchands, la dépendance économique peut, dans une certaine mesure, se concilier avec l'indépendance politique. L'aggravation de la misère peut aussi, comme au Brésil, coexister avec l'enrichissement de la Banque centrale en or et en devises.

Tout mouvement de libération nationale tend à devenir révolutionnaire, mais, en fait, la difficulté vient de ce que les intellectuels de la petite-bourgeoisie, qui véhiculent cette idéologie, ne trouvent guère d'appuis parmi un prolétariat insuffisamment conscientisé. L'exception confirmant la règle, Fidel Castro a réussi une osmose entre le sentiment patriotique et l'aspiration au socialisme. Mais, à Cuba, il existait depuis les années trente des organisations ouvrières et, surtout, la lutte contre l'impérialisme yanqui signifiait pour la masse des paysans une réforme agraire immédiatement réalisable. A chaque étape, le courant des forces libératrices et révolutionnaires grossissait, dans la mesure même où son programme politique, tenant

compte des réalités du moment, se montrait modéré dans ses objectifs à court terme. Au surplus, dépourvus de bases sociales, l'armée et la police du dictateur Batista se désagrègèrent rapidement. Le débarquement des « marines » dans la Baie des Cochons échoua lamentablement.

Dans d'autres pays d'Amérique Latine, la lutte anti-impérialiste prit si vite un caractère anti-capitaliste, que la bourgeoisie apeurée appela au secours l'armée et la police. Plutôt Nixon que le « Ché ». La musique est connue.

Les avant-gardes révolutionnaires, coupées par surcroît du peuple, menèrent des opérations localisées, le dos au mur, sans pouvoir tenir bien longtemps des positions que la nature seule rendait d'un accès difficile. L'initiative appartenait à la contre-révolution et, en 1964, Johnson triomphant au Vénézuéla, au Brésil, en Bolivie, en Colombie, en Argentine, voire au Chili, pouvait déclarer : « Nous avons en ce moment 344 équipes, dans 49 pays, enseignant aux corps de sécurité les techniques les plus avancées de la défense interne ». « L'ennemi intérieur », comme disait un ministre français des armées, était démuné d'arrière et d'avenir. Des armées de guerre civile, entraînées par les Américains imposaient par la violence des régimes de dictature militaire. L'héroïsme de quelques hommes, comme l'Abbé Camillo Torrès assassiné en 1966 ou le Docteur Guevara tué en 1967, ne pouvait pallier les lacunes de l'art militaire, diplomatique et politique que les peuples du Vietnam et du Cambodge surent si efficacement pratiquer par le moyen de compromis tactiques intégrés dans une stratégie fixe. En Indochine, les maquisards enracinés dans leurs traditions nationales culturelles, reçurent en outre, systématiquement, une éducation à la fois politique et militaire.

**

Après avoir rappelé le principe marxiste — à un certain degré de leur développement, les forces matérielles de production entrent en conflit avec les rapports de production existants, c'est-à-dire le régime juridique de la propriété, et nécessitent une révolution spéciale — Régis Debray se demande, à propos de l'Amérique Latine, si les révolutionnaires n'ont pas tenté imprudemment de renverser la chronologie, en voulant instaurer des rapports de production en avance sur le développement des forces productives.

Dans son livre « Bakounine et Marx, Ombre et Lumière » (3), Jacques Duclos donne des deux antagonistes et de leur doctrine un portrait noir et rouge, très contrasté.

Il condamne d'abord Proudhon qui croyait que l'équilibre des intérêts pouvait être fondé sur le « libre contrat » et qui ne tenait pas compte de la lutte des classes. On peut se demander si « la politique contractuelle » préconisée par un Chaban-Delmas ou un Edgard Faure ne se relie pas aux théories proudhoniennes. L'individualiste, voire l'anarchiste Proudhon recommandait en 1848 à ses électeurs du Doubs la collaboration entre les classes.

Bakounine, à la suite de Proudhon, condamnait le communisme dans lequel il voyait la concentration du pouvoir et la centralisation de la propriété entre les mains de l'Etat, ainsi qu'il résulte de la déclaration qu'il fit à Bruxelles en septembre 1868 à un Congrès de la Première Internationale.

Lénine, plus tard, définira l'Etat comme la domination d'une classe sur une autre et opposera l'Etat bourgeois à l'Etat prolétarien.

L'échec des insurrections qui éclatèrent dans différents pays d'Europe en 1848 — l'année où fut publié le Manifeste du Parti Communiste — n'est pas sans rappeler certains aspects des guérillas de l'Amérique Latine contemporaine, en raison du manque d'ajustement dialectique d'une théorie à une pratique.

À la suite de ces événements, Bakounine fut arrêté, passant des prisons prussiennes à celles des Autrichiens, pour aboutir à une incarcération à la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul de Saint-Petersbourg, en mai 1851.

En juillet, le prisonnier politique Bakounine, « pêcheur repent » écrivit à son « Très miséricordieux Souverain », le Tsar Nicolas 1^{er} une lettre où il s'accuse de tous les crimes « dignes du châtimeur le plus cruel ». Jacques Duclos oppose le reniement de Bakounine à la noble figure de Gabriel Péri qui préféra être fusillé par les nazis plutôt que de désavouer son action de militant communiste. À cette comparaison par antithèse, il aurait pu ajouter une comparaison par analogie : les réquisitoires que les accusés prononçaient contre eux-mêmes, au cours des procès de la période stalinienne.

Quoi qu'il en soit, la publication intégrale de la confession de Bakounine n'est pas le seul intérêt de l'ouvrage. Jacques Duclos reprend quelques points importants de l'histoire du mouvement ouvrier, comme la fondation de la Première Internationale à Londres, en 1864, à l'occasion d'une manifestation de soutien au peuple polonais victime de la répression tsariste. C'était déjà montrer l'importance des problèmes internationaux pour les travailleurs de chaque pays.

De 1848, date de la publication anonyme du Manifeste Communiste, jusqu'à la création de l'Internationale, les idées de Karl

Marx et de Friedrich Engels avaient fait du chemin. Dès cette époque, l'épithète de « communiste » était jugée infamante et l'Europe entière était hantée par le « spectre du Communisme ». La bourgeoisie se sentait menacée par ce brûlot. Y étaient constatés son expansionnisme mondial ainsi que son besoin de développer les moyens de production et d'échanges, à seule fin d'élargir le champ de son exploitation et la masse de ses profits.

Le Manifeste distinguait déjà les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, de la bourgeoisie. Les premières menacées par celle-ci cherchant « à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire », avant de tomber dans la condition prolétarienne et de rejoindre le camp révolutionnaire. En fait, les événements n'ont pas démontré que les petits-bourgeois, prenant conscience de leur prolétarianisation, rallieraient en foule les positions de la classe ouvrière elle-même divisée. Au contraire, influencés par l'idéologie dominante, ils votent souvent pour des candidats de droite, voire d'extrême-droite. Par ailleurs, malgré l'évolution de la production, la propriété capitaliste paraît se défendre mieux que la propriété féodale, au stade antérieur. La disparition des classes et l'abolition de la violence ne sont pas encore pour demain.

Il est vrai que « le socialisme scientifique », malgré sa logique, a bien le droit de tâtonner comme toute autre science. Marx, après l'échec de la Commune de Paris, prit acte des vicissitudes de la lutte. En 1876, l'Internationale, dont Bakounine avait été exclu, fut dissoute.

La querelle Marx-Bakounine a perdu une bonne partie de son actualité, dans la mesure où l'histoire a plutôt donné raison au premier qu'au second dont le nihilisme a autant épouventé que la conjugaison des petits drapeaux noirs et rouges, au moment des législatives de juin 1968. L'anarchisme est resté minoritaire malgré des implantations durables, en Espagne par exemple.

Jacques Duclos rappelle encore que Bakounine mourut en 1876 et Marx en 1883. Les marxistes français fondèrent à Paris, en 1889, la Deuxième Internationale, Union Internationale des Partis Socialistes. En 1919, Lénine créa la Troisième Internationale, qui dura jusqu'en 1943.

La question reste posée de savoir si la période de transition du passage au socialisme exige la dictature révolutionnaire du prolétariat ou si la vieille société peut évoluer pacifiquement vers la nouvelle.

En ce domaine, tout dépend des circonstances.

Mais, normalement, c'est à la majorité du peuple de décider en toute lucidité de son destin et d'agir en conséquence.

Cl.-R. S.

(1) Seuil. (2) Seuil. (3) Plon.

30 ANS APRÈS

L'année du trentième anniversaire de la Libération, notre camarade Alcide MOREL, membre de la Commission Exécutive, publie le récit de ce que furent les combats de la Libération du XV^e arrondissement de Paris.

Il rappelle que le 20 septembre 1940, — 148 ans après la victoire de Valmy — cinq membres de la section locale de la Jeune-République : Raymond BURGARD, Paulain BERTRAND, Jules BALLAZ, André VELLAY, réunis au domicile de l'auteur, décidèrent de lancer un journal clandestin, à la barbe de l'occupant nazi. Le 1^{er} janvier 1941, Valmy répandit sur Paris les trois couleurs de la France républicaine et ranima l'espérance des patriotes.

Fusillades, arrestations, déportations. Après quatre années de luttes héroïques, Paris soi-même libéré avait payé cher la liberté reconquise, et l'honneur d'être Français.

Toute bibliographie de la Résistance devra désormais tenir compte du témoignage d'Alcide Morel (coût : 5 F chez l'auteur : 19 rue Théodore Deck 75015 Paris).

LA
JEUNE-RÉPUBLIQUE
EST UN
PARTI SOCIALISTE
PERSONNALISTE

**NOTRE
COMBAT**

POUR
une République
Socialiste

et Démocratique
au service

de l'Homme,
vous intéresse.

**ABONNEZ-VOUS
dès aujourd'hui**

ou

ADHÉREZ

A NOTRE PARTI

UN TÉMOIN RACONTE :

QUAND LES VICTIMES DE L'HITLÉRISME TROUVAIENT REFUGE A BIERVILLE

L'Autriche fut annexée en Mars 1938 par l'Allemagne hitlérienne. Dès cette époque, un certain nombre d'hommes allaient vivre un drame, traqués, rejetés, véritables errants dans une Europe promise à la guerre.

J'avais dix-sept ans quand il me fallut fuir mon pays, afin de pouvoir vivre en liberté. J'étais né d'un père israélite et d'une mère catholique. Avec des compatriotes, nous avons fui vers l'ouest de l'Europe. La situation des réfugiés qui était la nôtre, nous a valu d'être incarcérés à maintes reprises et pour des périodes plus ou moins longues. Expulsion de territoires, passages clandestins de frontières, nous vivions en état de perpétuel rejet de pays en pays, de prison en prison.

A Paris, où nous arrivons en mai 1939, il m'était notifié une expulsion selon le décret ministériel du 12 novembre 1938, avec une autorisation de séjour renouvelable de 24 heures en 24 heures. J'eus sans doute la chance, dans la situation dramatique où je me trouvais, de rencontrer celui que l'on m'a dit, quelques jours plus tard, être Marc SANGNIER. (A cette époque, je ne parlais pas français). Cet homme a pris en charge, sous droit d'asile, la quinzaine de réfugiés qui formaient notre groupe constitué d'Autrichiens, d'Allemands et de Tchecoslovaques.

Nous avons été logés dans une ferme désaffectée du Domaine de Bierville à Boissy-la-Rivière. Marc SANGNIER a fondé une petite école d'agriculture qui offrait un asile aux réfugiés, que nous étions, et qui nous permettait de séjourner dans des conditions plus favorables. Marc SANGNIER nous a hébergés gratuitement durant notre séjour et nous étions nourris au restaurant de l'Auberge de Jeunesse l'EPI d'OR, dont nous savions qu'il était le fondateur. Une collecte avait pu réunir la somme nécessaire pour acquérir outillage et semences, et la direction était confiée à un ingénieur agricole, Mr Ostermeir, réfugié autrichien.

Je me souviens d'un discours que fit Marc SANGNIER quelques jours avant la déclaration de guerre, en août 1939, au cours d'un feu de camp sur le terrain de l'Auberge de Jeunesse. On me fit comprendre qu'il parlait en faveur de la paix entre les hommes. A l'époque, le magazine Match avait consacré sa page de couverture et un reportage à cette manifestation.

En octobre 1939, nous entrons en guerre. La petite ferme école de Bierville, transformée en hôpital militaire n'a été qu'une trêve, qu'une oasis de paix pour des hommes qui devaient continuer à vivre dans la tourmente.

Il nous faut connaître de nouveau l'internement à Maisons-Laffite avec des civils allemands et étrangers d'où certains partiront pour s'engager dans la légion étrangère, se batront contre l'Allemagne nazie et seront, comme ce fut mon cas, prisonniers de guerre jusqu'en 1945.

Grâce à l'action de MARC SANGNIER, nous avons été, mes camarades et moi, sauvés des camps de concentration allemands. Je sais aussi que MARC SANGNIER n'était pas seulement un homme politique mais qu'il était un homme de cœur, un homme qui avait le respect de l'homme.

Walter RATZ, aide chimiste
(témoignage recueilli par Jean Chappet)

La Jeune - République a pris position . . .

POUR FRANÇOIS MITTERRAND CANDIDAT COMMUN DE LA GAUCHE

5 AVRIL 1974.

LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE constate que la brusque vacance du pouvoir porte les couches les plus larges de la population à désigner François MITTERRAND comme le candidat unique de la gauche.

Les progrès de l'unité des forces populaires organisées, depuis les élections présidentielles de 1965 et de 1969, peuvent être d'ores et déjà appréciés comme un gage de succès.

LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE permet à son candidat de proposer à la masse des Français des options réalistes pour mettre un terme au régime des grandes sociétés capitalistes et promouvoir une société véritablement démocratique.

LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE salue en François MITTERRAND le militant socialiste et l'homme d'Etat.

LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE FAIT APPEL A TOUS CEUX QUI SE RÉCLAMENT DU SOCIALISME PERSONNALISTE pour que l'ÉLECTION du 5 MAI 1974 MARQUE UNE ÉTAPE DÉCISIVE DANS LA VOIE D'UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE RESPECTUEUSE DES DROITS DE LA PERSONNE.

La Commission Exécutive du Parti.

Ce message a été lu au micro par Hélène Langevin-Joliot devant 200.000 personnes rassemblées au PALAIS des EXPOSITIONS de la PORTE DE VERSAILLES, le 25 avril 1974, au cours du grand MEETING UNITAIRE pour la candidature de FRANÇOIS MITTERRAND :

25 AVRIL 1974 : PORTE DE VERSAILLES

Ce jeudi 25 avril 1974, le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE tient à saluer fraternellement la masse des Parisiens réunis au PARC des EXPOSITIONS pour manifester leur soutien au CANDIDAT COMMUN DE LA GAUCHE.

L'ÉLECTION de FRANÇOIS MITTERRAND à la Présidence de la République peut ouvrir un horizon nouveau, dans l'intérêt des couches sociales les plus larges.

Depuis la signature du PROGRAMME COMMUN, une nouvelle idée de la France, plus conforme aux nécessités du temps présent, progresse dans l'esprit de millions de nos compatriotes.

LE RASSEMBLEMENT DE LA PORTE DE VERSAILLES témoigne de l'ACCORD PROFOND des FORCES POPULAIRES, en faveur d'un CHANGEMENT POLITIQUE orienté VERS UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE.

VIVE LE PEUPLE DE PARIS ! VIVE LA GAUCHE UNIE ! VIVE FRANÇOIS MITTERRAND !

6 MAI 1974 : 2^e TOUR DES ÉLECTIONS

LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE se félicite du succès remporté le 5 mai 1974 par le candidat des masses laborieuses et des forces vives du pays.

Il appelle tous ceux qui se réclament du SOCIALISME PERSONNALISTE à soutenir, au second tour, le CANDIDAT DU PROGRÈS SOCIAL. La structure économique du régime actuel et l'emploi systématique des ordinateurs pour fichier les citoyens constituent une menace grandissante.

En proposant UNE CHARTE DES LIBERTÉS, annexée à la Constitution, FRANÇOIS MITTERRAND réaffirme la volonté populaire de DÉFENDRE et d'ÉLARGIR TOUTES LES LIBERTÉS ET NOTAMMENT LA LIBERTÉ D'OPINIONS.

VOTER LE 19 MAI POUR LE CANDIDAT COMMUN DE LA GAUCHE, C'EST VOTER POUR LE DÉFENSEUR INTRANSIGEANT DES DROITS DE LA PERSONNE et OUVRIR A LA NATION UN HORIZON NOUVEAU.

Le Secrétaire Général.



YVELINES

En raison de la place, apparemment très réduite qu'occupe la Jeune-République dans l'éventail des partis politiques de notre pays, je me demande s'il ne vous serait pas possible de fusionner — sous certaines réserves sans doute — avec celui de ces partis plus importants auquel peut s'apparenter davantage le vôtre, surtout si, par ses origines et par son programme, il est d'inspiration généralement chrétienne. Mais, comme il est à peu près sûr que vous avez déjà envisagé cette hypothèse, je pense que votre réponse sera négative, puisque vous n'avez pas cru pouvoir recourir à cette solution.

P. B. (ancien Silloniste)

RÉPONSE :

Vous évoquez l'idée d'une fusion avec un parti plus important. Ainsi que vous l'écrivez, le problème s'est posé à maintes reprises au cours de l'histoire de la Jeune-République. A défaut de Fusion, nous avons connu des scissions au profit de partis politiques aujourd'hui disparus comme le M.R.P. ou l'U.G.S.

En qualité d'ancien Silloniste, vous savez que la J.-R. a fait connaître, en fonction des circonstances du moment, son programme politique et ses grandes options.

Comme il n'est pas question de se rapprocher des organisations de droite, seuls restent en ligne le P.C.F., le P.S. et le P.S.U. Tous ces partis, plus ou moins imprégnés de philosophie marxiste-léniniste, ne sauraient obtenir notre accord que sur des points précis qui n'entameraient pas notre indépendance. Il est en effet difficile de couper radicalement l'action politique d'une certaine conception du monde que nous continuons de partager avec notre fondateur, Marc SANGNIER.

C'est la raison pour laquelle nous travaillons avec l'ensemble des organisations de gauche, politiques et syndicales, mais notre autonomie est la meilleure garante de ce qui constitue l'originalité de ce que nous définissons comme le SOCIALISME PERSONNALISTE.

Cet enracinement métapolitique, quoique non confessionnel, nous a ainsi conduits à maintenir obstinément le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE, malgré les difficultés matérielles qui continuent de gêner son développement.

LORRAINE

Je suis désolé que notre parti de la Jeune-République, auquel j'adhère et auquel je tiens à rester attaché, n'arrive pas à percer et à conquérir de nombreux mili-

tants. J'ai fait moi-même plusieurs distributions de tracts avec bulletins d'adhésions. Je sais, par expérience, que le militant doit être patient. Ce n'est pas immédiatement qu'il peut voir le résultat de ses efforts et de ses démarches. Je sais qu'il faut parfois des années de travail ignoré et persévérant pour émerger ?

Il faut acquiescer la certitude que tout ce que l'on fait dans ce sens n'est pas perdu et qu'il ne tombe jamais dans le vide. Je m'interroge : ne devrions-nous pas nous affirmer comme les vrais descendants de Marc Sangnier qui était socialiste et spiritualiste ? En effet, il reste encore de trop nombreux croyants qui ne cheminent pas dans la voie du socialisme à cause du marxisme matérialiste.

Pour ma part, je crois que nous devrions davantage nous affirmer pour construire un véritable parti de gauche où se retrouveraient tous les militants et toutes les personnes qui « croient au ciel », chacun à sa manière évidemment. Je pense que tous ceux qui sont des croyants pourraient se rencontrer. Cela devrait donner une impulsion nouvelle à notre petit groupe de gauche qu'est notre Parti de la Jeune-République.

Pour ma part donc, je demande à la Jeune-République de se déclarer résolument socialiste et personnaliste. Il faudrait nous démarquer sans sectarisme aucun, en restant dans le grand rassemblement de la gauche qui serait ainsi ouvert à tous les « spiritualistes qui hésitent encore aujourd'hui à devenir socialistes. Je crois, j'espère, je pense que le socialisme de demain a besoin de nous pour se construire d'une manière durable, efficace et permanente.

Louis Perrin

RÉPONSE :

Les préoccupations dont témoigne ta lettre sont partagées par de nombreux militants, depuis déjà des dizaines d'années. Ainsi que tu l'indiques, de nombreux croyants n'adhèrent pas aux partis marxistes-léninistes, en raison de leur philosophie.

Nous partageons, avec le fondateur de la Jeune-République, MARC SANGNIER, une conception du monde dans laquelle sont enracinées nos opinions politiques.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE doit permettre à tous les croyants de se regrouper dans une organisation qui, sur le plan pratique, joint ses efforts aux partis de gauche et aux organisations syndicales, chaque fois que l'occasion se présente ou que l'actualité l'exige.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE n'est pas la seule caractéristique de la J.-R. La ligne politique de notre Parti a toujours été confirmée par les événements qui ont montré sa justesse. Des dates comme 1936, 1940-44, 1958, d'autres années encore, le prouvent.

L'actuel PARTI SOCIALISTE, en se prononçant en faveur d'une gauche unie, n'a fait que se rallier à des positions que la J.-R. n'a jamais cessé d'affirmer.

Un seul exemple : c'est en 1963 qu'un Conseil National de la JEUNE-RÉPUBLIQUE s'est prononcé en faveur du DROIT DE VOTE A 18 ANS. En 1969, nous avons participé à une manifestation interdite pour proclamer NOTRE VOLONTÉ DE SOUTENIR LE PEUPLE VIETNAMIEU EN LUTTE POUR SA LIBÉRATION. Il n'y avait pas foule à l'époque !

Notre obstination à durer doit un jour ou l'autre porter ses fruits. A ce moment-là, la masse de ceux et surtout de celles qui hésitent à prendre une option socialiste trouvera tout naturellement chez nous une structure d'accueil.

VAL-D'OISE

Que la J.-R. tienne le coup et défende le respect de la personne dans le socialisme de demain... Epanouissement personnel, humain, accessible à tous, et harmonie au bien commun... Autogestion... Peut-être pas mûr encore. Encore quelques années d'éducation permanente et perfectionnement professionnel... Et puis, définir le terme « travailleurs ». Fraternité ? Dans le monde actuel où il n'est plus permis d'ignorer les autres, c'est à l'échelle de la planète seulement qu'elle peut rester un sentiment vrai. Sinon ce n'est qu'égoïsme élargi à la famille : à la classe, au parti, au pays même. Les peuples fiers de leur confort matériel et dont le confort a été longtemps payé pour partie par le sous-paiement des matières premières et produits fournis par l'exploitation des pays pauvres ne peuvent plus accepter cette situation... Tendre vers l'égalité des chances ? Très bien, mais de plus en plus à l'échelle du monde.

Pierre Genthon

VAL-DE-MARNE

Durant la campagne électorale, j'ai été en contact avec les militants du P.S. J'ai d'ailleurs participé à la distribution de tracts pour la candidature de François Mitterrand. Je leur ai fait savoir que je n'avais pas l'intention de quitter la J.-R. De toute façon, la JEUNE-RÉPUBLIQUE doit se maintenir.

Alain Delangre

HENRI CLEUSET

Le 2 mai 1974, Henri Cleuset nous quittait. De nombreux camarades ont tenu à manifester à son épouse, Thérèse, Trésorière du Parti, et à sa famille, leur sympathie profonde. Longtemps le dévouement et la générosité d'Henri Cleuset resteront gravés dans nos mémoires.

Le Parti de la Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE **pour la justice sociale et la paix**

Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier

- UNE ORGANISATION QUI, DANS LA LIGNÉE DE MARC SANGNIER
 - œuvre pour la **Paix** entre les peuples
 - **condamne l'impérialisme** et l'hégémonie d'une nation sur une autre
 - **lutte** pour sauver l'espèce humaine de toutes les formes de destruction dont elle est menacée.
- UN PARTI SOCIALISTE QUI REGROUPE DES MILITANTS SE RÉCLAMANT DU SOCIALISME PERSONNALISTE
 - Doctrine politique et conception du monde
 - impliquant, dans le cadre d'une **démocratie économique et politique**,
 - le développement de l'homme et de tous les hommes.

On ne peut pas couper l'ACTION POLITIQUE d'une certaine CONCEPTION DU MONDE que les adhérents de la JEUNE-RÉPUBLIQUE partagent avec son fondateur : MARC SANGNIER

SES MILITANTS, motivés par ces idées-forces d'un homme créateur en relation vivante avec les autres,

- **s'efforcent** de s'informer au maximum des problèmes de ce temps,
- **agissent** dans leur cadre de vie, notamment professionnelle et locale,
- **en liaison avec les autres formations de la gauche politique et les syndicats**

LE SOCIALISME PERSONNALISTE

doit permettre A TOUS LES CROYANTS de se regrouper dans une organisation qui joint ses efforts aux partis de gauche et aux organisations syndicales POUR CONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE DE DEMAIN.

La masse de ceux qui hésitent encore à prendre une OPTION SOCIALISTE doit trouver au PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE une structure d'accueil.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE **ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME**

ADHÉRER AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature